

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 513 - 22 février 1990 - Prix 2.50 F

16-17-18-19 MARS 1990

FOIRE DE PORNICHET

HIPPODROME

Tous les ans : la FOIRE-EXPOSITION
le troisième week-end de mars

LE 11 MARS, AU ZENITH, ENSEMBLE, POUR L'ÉGALITÉ, LA PAIX, L'AVENIR DE NOS ENFANTS !

Si l'on regarde la réalité de la vie des femmes en 1990, on constate qu'elles sont durement frappées par les bas salaires, la pauvreté qui s'étend, le chômage (plus de 30 000 femmes en Loire-Atlantique).

C'est aussi dans le département et de plus en plus, le travail du dimanche et de nuit, la remise en cause des acquis sociaux, les attaques contre le Sécurité Sociale et la retraite, trop souvent l'inquiétude devant l'avenir des enfants ; les inégalités dans tous les domaines.

La vie est de plus en plus dure pour le plus grand nombre alors que les profits patronaux et la Bourse de Nantes battent tous les records.

La réalité, ce sont aussi ces luttes auxquelles elles participent, de plus en plus nombreuses, comme on le voit dans la santé, les finances, au Cetic, à la Sécurité Sociale de Nantes, dans les banques, dans les PTT, chez les Cheminots, etc... Mais aussi toutes les luttes pour la défense des acquis comme on l'a vu le 1^{er} février à St-Nazaire par leur présence massive pour la Sécurité Sociale.

La réalité, ce sont aussi toutes ces femmes mécontentes, qui relèvent la tête et ne veulent pas se résigner à cette politique de droite, menée aujourd'hui par un gouvernement socialiste.

Les femmes sont une force indispensable pour le changement, pour faire reculer les inégalités, améliorer la vie.

Les communistes sont avec elles pour résister et pour changer, pour l'union dans l'action ; avec elles pour le SMIC à 6 500 F, 700 F d'allocations familiales dès le premier enfant, les 40 milliards pour l'école, la justice sociale, l'avenir de leurs enfants, la paix.

En ce 80^e anniversaire de la Journée Internationale des Femmes, créée par la révolutionnaire Clara Zetkin en 1910, oui, la révolte contre toutes les injustices, l'action des femmes pour l'égalité, le droit au bonheur sont plus que jamais d'actualité.

Ensemble, faisons du 8 mars, Journée Internationale des Femmes, un grand moment de rencontre, de rassemblement, de luttes et d'espoir des femmes de notre département.

pour que ça bouge, il faut que les femmes s'en mêlent. Elles peuvent compter sur le P.C.F. pour se défendre et agir avec elles pour une société plus juste et plus humaine.

C'est dans ce sens que nous avons décidé, au-delà des initiatives prises par plusieurs sections du Parti, d'organiser un car de Loire-Atlantique pour participer à la célébration de cette journée, le 11 mars à Paris, avec Georges Marchais au Zénith.

Ainsi, chères lectrices des "Nouvelles de Loire-Atlantique", nous vous invitons à venir et à amener vos amies, collègues de travail. Alors, rendez-vous le 11 mars.

Catherine TRARIEUX,
Membre du Bureau Fédéral.

Journée Internationale des Femmes

11 MARS 90 : AU ZENITH



FEMMES AU PRESENT

pour l'égalité, la justice sociale,
la paix,
la solidarité internationale

Le 11 mars 1990, le parti Communiste Français vous donne rendez-vous au Zénith (Porte de la Villette), à 14 heures, pour fêter ensemble le 80^e anniversaire de la Journée Internationale des Femmes animé par de nombreux artistes, des représentantes des femmes en lutte en Afrique du Sud, en Palestine, en Amérique Latine...
Gisèle MOREAU, Georges MARCHAIS prendront la parole.

Un car partira de Loire-Atlantique dimanche 11 mars.

Départs :

SAINT-NAZAIRE, Maison du Peuple, 5 h 30.

COUÉRON, place du Marché, 6 h 15.

NANTES, Fédération P.C.F., 6 h 45.

Inscriptions auprès des Sections et de la Fédération du P.C.F.



EST LIBRE

Le dirigeant de l'ANC (Association National Congrès), la plus importante organisation de lutte contre l'apartheid, (ce système économique basé sur l'exploitation de la race noire par une minorité blanche), est enfin sorti de prison.

Voilà 27 ans que, jour après jour, il rappelle au monde entier que des hommes sont traités en esclave parce que noirs. 27 ans que le monde entier aurait dû crier son indignation d'une telle situation, mais en France parce que les affaires étaient juteuses avec l'Afrique du Sud, banques et grandes sociétés ne voulaient pas répondre à l'appel du leader noir et le laissait croupir dans sa prison. Meetings, badges à la boutonnière, les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour contribuer à l'exigence de sa libération.

La liberté pour Nelson Mandela, ce n'est pas le point final de la lutte contre l'apartheid. Le nouveau pouvoir de Frederik Clerk ne pouvait faire autrement que de le libérer voulant prouver à tout prix que l'apartheid n'existait pas car si la France n'avait pas répondu favorablement à la demande de boycott économique formulée par l'ANC, d'autres pays, notamment africains la mettaient en pratique.

Un homme qui après 27 ans d'emprisonnement est capable avec courage et dignité de rappeler l'utilité de ce combat depuis l'origine, capable de vouloir l'édification d'une société Sud-africaine où blancs et noirs trouveront leur juste place, capable d'appeler au large rassemblement pour y parvenir. Le combat continue. Une fois de plus, c'est le gouvernement qui a

utilisé le premier la violence en faisant tirer sur la foule venue prouver son attachement à Mandela. Des morts, des blessés, le discours que le leader noir devait tenir au peuple en joie a dû être déplacé et reporté, mais rien n'a pu faire taire la voix si longtemps assourdie par les murs de la prison. «Amandla» (liberté) criait la foule sous les balles, Nelson Mandela soulignait «qu'il fallait très vite une restructuration fondamentale de nos systèmes économiques et politiques car nous avons attendu trop longtemps pour notre liberté». Il a demandé également au monde de maintenir les sanctions économiques contre Prétoria.

Le secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar tout en se félicitant de la libération du dirigeant de l'ANC soulignait que la démocratie restait à construire en Afrique du Sud et que cette libération devrait être suivie «sans délai par la levée de l'état d'urgence et la libération des prisonniers politiques restants».

LES COMMUNISTES N'ONT PAS MÉNAGÉ LEURS EFFORTS

Nelson Mandela est enfin libre. C'est une grande victoire pour le peuple d'Afrique du Sud; le courage exemplaire de Mandela, son combat pour la liberté, la dignité et l'égalité force l'admiration et le respect.

C'est bien lui qu'il faut féliciter, et non pas les dirigeants du régime de Pétoria qui se sont vus contraints - au bout de 27 ans - à libérer le dirigeant de l'ANC.

Les communistes y voient des raisons de renforcer avec une détermination nouvelle l'action et la solidarité avec le peuple africain. Nelson Mandela, les peuples d'Afrique, demandent la poursuite des sanctions, jusqu'à la fin de l'apartheid, contre les racistes au pouvoir: ils peuvent compter sur les communistes pour faire preuve, dans notre pays, d'une extrême vigilance.

La France est au 3^e rang des partenaires économiques de l'Afrique du sud. Le Crédit Lyonnais, l'Aérospatiale, la CGE, l'EDF, TOTAL, et bien d'autres collaborent sans vergogne avec le régime sanguinaire.

Les communistes ne s'attribuent pas tout le mérite de la mobilisation populaire pour la libération de Mandela. Mais ils peuvent s'honorer d'avoir contribué à abattre le mur du silence.

En 1984, un sondage révélait que 68% des Français ignoraient le nom de Mandela. 20% seulement savaient qu'il était emprisonné pour ses idées.

On se souvient des manifestations à Nantes, St-Nazaire et Trignac à la mémoire de Dulcie September, en mars 1988.

Dès août 1987, la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. s'était opposée très vigoureusement au projet de contrat de la zone Internationale Atlantique avec l'Afrique du sud. Gilles Bontemps dans un courrier au Président du Port Autonome, indiquait sans ambiguïté que le PCF appellerait à s'opposer aux opérations de manutention si ce contrat était confirmé.

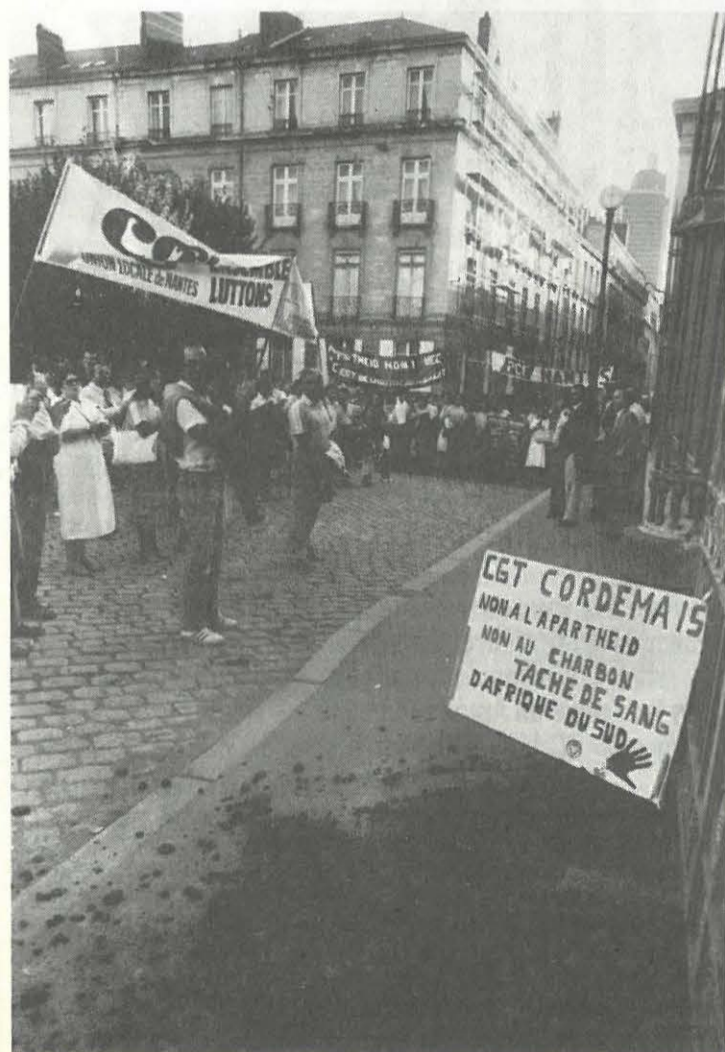
C'est à peu près dans la même époque que dans le cadre de l'anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme à l'O.N.U., une conférence de presse est organisée par la Fédération du PCF, Paul Robert y annonce le concert d'Apartheid Not à Montoir. Il souligne également que «... la bataille contre le racisme et l'apartheid n'est pas une question d'opinion politique, c'est un devoir du cœur et de la raison!...».

A chaque occasion dans les fêtes populaires, les initiatives en tous genres, les communistes de Loire-Atlantique ont réservé une grande place à l'information sur l'Afrique du sud, à montrer l'importance du combat contre l'apartheid.

Pour l'attribution du prix Nobel à Mandela, comme pour sa libération, ils ont recueilli de nombreuses signatures.

Il y a 27 ans, Mandela était emprisonné pour ses opinions anti-racistes et progressistes: il est libre aujourd'hui et ses convictions n'ont pas varié.

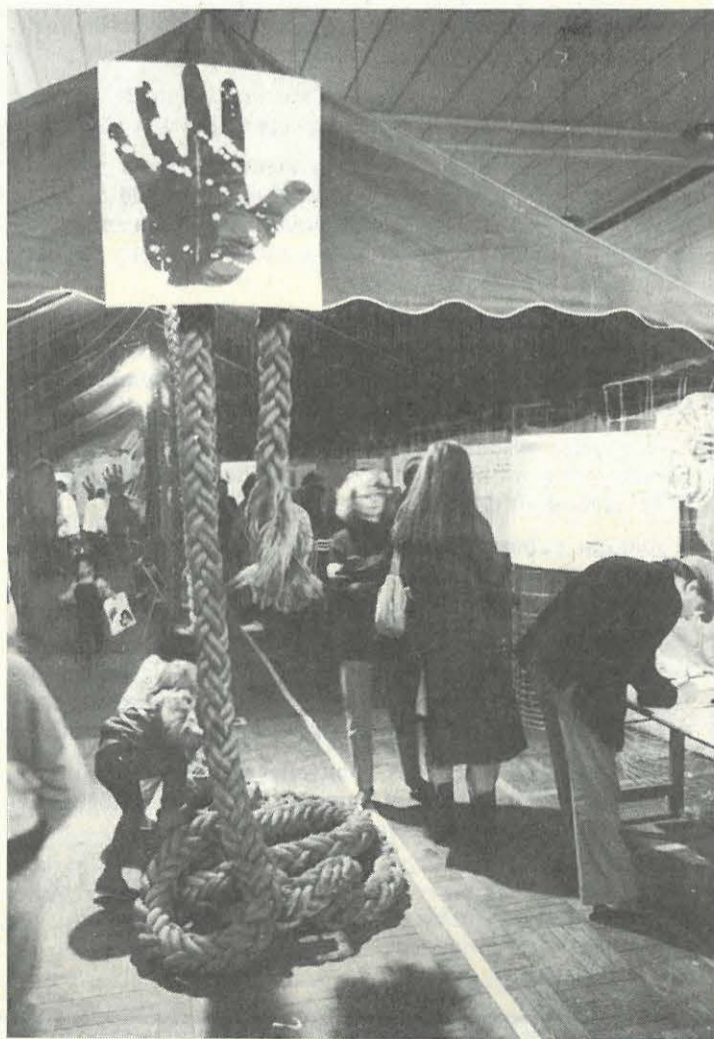
Ses appels au renforcement de la solidarité et de la lutte seront entendus. Les communistes de Loire-Atlantique ne relâcheront pas leurs efforts, jusqu'à l'effondrement complet du régime d'apartheid.



MANIFESTATION A NANTES, LE 17 SEPTEMBRE 1985

Du charbon sud-africain pour la centrale de Cordemais est déversé devant la préfecture

Dans une fête du Parti communiste, on signe pour la libération de Nelson Mandela et contre l'Apartheid



LA LOIRE : Rocard renie ses engagements sur l'aménagement intégré



Indolente en apparence, la Loire peut se déchaîner avec violence et ses eaux créer des dégâts gigantesques.

Les Fédérations et élus du PCF des rives et du bassin de la Loire se sont réunis à Orléans le 14 février dernier et ont déclaré :

«Le PCF a, dès l'origine, soutenu le projet d'aménagement de la Loire puisque, en 1979, le groupe communiste à l'Assemblée Nationale avait déposé un projet de loi sur cette question qui tenait compte, tout à la fois, des besoins économiques régionaux, des risques naturels dus à l'irrégularité du fleuve, des difficultés d'approvisionnement en eau potable et de la pollution alors chronique, en même temps que de la protection des nappes phréatiques, de la nécessité de préserver le milieu naturel dans le souci de protéger l'environnement.

La création de l'EPALA a répondu partiellement à notre attente. Nous avons émis des réserves sur les conditions de réalisation, notamment l'insuffisance de la concertation avec la population.

Nous nous sommes prononcés, il y a un an, pour que

l'EPALA associe la population à ses projets, notamment en lui faisant connaître les résultats de l'étude d'impact et pour que soient reprises les études dans le sens d'un aménagement intégré. Nous disions alors, par la voix de René Le Guen, nos craintes que l'opposition des écologistes, privilégiés par l'EPALA dans la concertation ne soit le prétexte à des retards dans l'aménagement et à un désengagement financier de l'Etat. Malheureusement, les faits confirment nos craintes : le gouvernement a reculé en retardant d'un an la réalisation de Chambonchard, en annulant la construction de Serre de la Fare et en le remplaçant par des annonces de projets alternatifs que nous jugeons insatisfaisants et dont nous ne sommes pas sûrs qu'ils seront réellement réalisés, compte tenu de l'attitude du gouvernement qui n'hésite pas à revenir sur ses engagements passés.

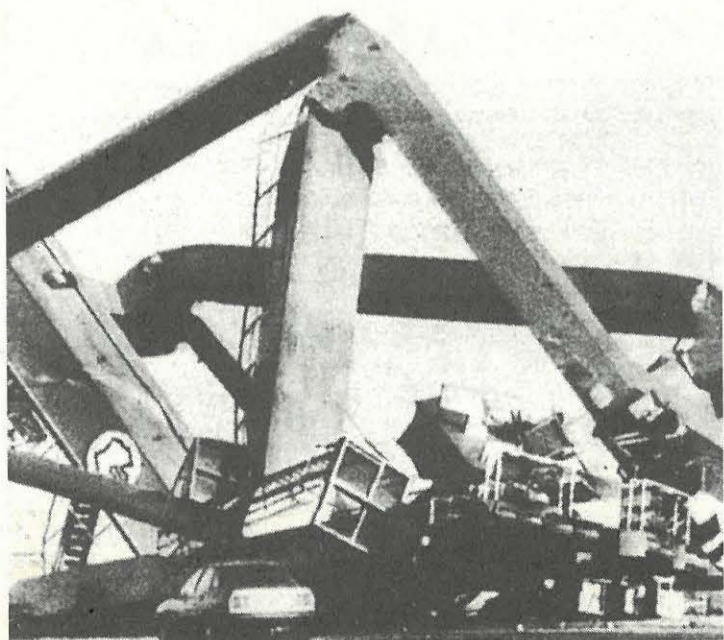
Une action de protestation a réuni les maires de 70 communes, ainsi que les élus des syndi-

cats des eaux de toutes opinions, contre le recul du pouvoir concernant le barrage de Chambonchard.

Le gouvernement de Michel Rocard refuse de prendre en compte cette opinion et recule sous prétexte d'écologie. En réalité, cela l'arrange de ne pas financer un aménagement dont ses projets de déménagement du territoire largement et crûment exposés dans le Plan Guichard n'ont nul besoin.

Face à cette logique de régression menaçante pour les hommes comme pour leur environnement, les communistes appellent la population à se mobiliser pour obtenir ce qui correspond à ses besoins. Avec les élus communistes, les Fédérations du PCF concernées par l'aménagement du bassin de la Loire vont poursuivre le dialogue et l'action avec tous ceux, associations, élus, habitants de ces régions qui le souhaitent, sans exclusive, en étant attentifs et en tenant compte de toutes les opinions concernant l'aménagement intégré de la Loire.

LA TEMPÊTE EST PASSÉE PAR LA



L'effondrement d'un portique dans le port de Saint-Nazaire.

JEAN-LOUIS LE CORRE DEMANDE QUE LA LOIRE-ATLANTIQUE SOIT DÉCLARÉE SINISTRÉE

Jean-Louis Le Corre s'est adressé au préfet pour que le département soit déclaré sinistré.

«En dehors des grandes structures industrielles et portuaires, nombre d'établissements commerciaux mais aussi un nombre important de pavillons ont subi particulièrement les conditions climatiques».

La clause restrictive des assurances n'assurant une couverture qu'aux victimes bénéficiaires des dommages «tempête, grêle, inondation», il demande «que la région soit déclarée sinistrée au titre des catastrophes naturelles».

«Il serait souhaitable, conclut-il, qu'en accord avec le ministre chargé de l'Environnement, vous puissiez déclarer notre département sinistré».

UN MINISTRE AVEUGLE ET SOURD

A une lettre d'André Lajoinie soutenant les travailleurs de la Navale lors de leur lutte à St-Nazaire, le ministre Foroux répond en laissant planer de nouvelles attaques contre cet industriel.

«Le marché mondial, dit-il, demeure très dégradé, en dépit de la reprise de la demande de navires de fret. Des surcapacités importantes subsistent et la concurrence des pays asiatiques ne permet guère aux pays européens d'aborder de larges segments du marché (pétroliers, porte-containers)».

Dans ces conditions, il est indispensable que l'entreprise — je l'ai rappelé à différentes reprises à ses dirigeants — en liaison avec les partenaires sociaux et l'environnement local, poursuive les efforts nécessaires d'adaptation du chantier à cette évolution internationale.

C'est la seule voie qui puisse assurer durablement l'avenir du site. C'est pourquoi, en accord avec le Premier ministre, je viens de lancer une mission chargée d'apprécier les moyens de la compétitivité de notre construction navale, notamment au regard des rapports entre le secteur civil et le secteur militaire...».

Le ministre semble très mal informé. Le carnet de commandes mondiales de la Construction Navale est en hausse constante depuis mars 1987 :

DATES	T.J.B.
Mars 1987	20,6 millions de T.J.B.
Mars 1988	23,2 millions de T.J.B.
Mars 1989	25,1 millions de T.J.B.
Septembre 1989	29,6 millions de T.J.B.

Le journal "Marine Marchande" parlait récemment "d'explosion du carnet de commandes".

Longtemps, parmi les principaux pays constructeurs du monde, la France n'apparaît plus dans les statistiques du Lloyd's Register Off Shipping qui classe les 17 premiers.

Par contre, nous y voyons des pays européens comme la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, la R.F.A.

Précisons même que d'après les dernières statistiques, ce sont dans l'ordre la Grande-Bretagne et la R.F.A. qui ont le plus accru leur carnet de commandes au niveau mondial avec, dans l'ordre, plus de 88% et plus de 42% sur le trimestre précédent.

RIDICULE

L'éditorial de "L'Echo de la Presqu'île" de la semaine dernière est consacré aux soubresauts au sein du R.P.R. avec les querelles entre les chefs.

Mais, après avoir critiqué les oppositions du R.P.R., l'éditorialiste de "L'Echo de la Presqu'île" tente une sortie de secours en déclarant «ce n'est pas mieux du côté du P.S. (...). Et encore moins au sein d'un parti communiste en pleine déconfiture, bientôt réduit à organiser la fête de "L'Huma" dans une cabine téléphonique». Concernant la droite et le P.S., les ambitions personnelles, le trop plein de futures candidatures pour les prochaines élections présidentielles sont des éléments de frictions. Mais la bourgeoisie française place aussi ses pions et n'est pas unanime sur la façon dont ses intérêts de classe seront les mieux assurés. Ceci explique aussi cela.

Pour le parti communiste, les adhérents débattent en permanence et agissent sur la base de la politique qu'ils ont définie très majoritairement à leur dernier congrès. Même si quelques communistes sont en désaccord, cela n'a rien à voir avec l'amalgame que "L'Echo" veut tenter de démontrer.

Comme cet éditorialiste est un parfait ignare de la Fête de l'Huma il serait bien de lui faire parvenir une invitation pour le prochain rendez-vous de La Courneuve afin de lui éviter de se ridiculiser aussi bêtement.

BULLETIN DE PAIE DE MINISTRE

Le ministre de la Santé, Claude Evin, n'a pas de difficultés pour boucler ses fins de mois. Il ne se plaint pas. C'est ce qui ressort des vœux qu'il a présentés récemment à la presse.

Très "décontracté", le ministre a déclaré que son salaire tourne autour de 35-36 000 F par mois, après déduction d'environ 5 000 F pour le Parti Socialiste. Il n'a pas, toutefois, montré son bulletin de paie.

Il s'est même fait un petit plaisir en achetant vingt actions de la société Firadec, car, a-t-il ajouté, «il s'agit de la seule entreprise nazairienne cotée en bourse».

Ainsi, le militant PSU de mai 68 rencontre aujourd'hui les "vertus" du "boursicotage" et du capitalisme.

Le monde change. Mais bof! Il n'y a pas de quoi fouetter un chat!

A propos, Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous rappeler combien touche un smicard, auquel vous et votre gouvernement demandez encore des sacrifices?

5 054,79 F brut mensuel. Ce n'est pas le Pérou.

Sept fois moins que le ministre. Est-ce démagogique, alors, de réclamer 6 500 F minimum pour vivre par mois?

«NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ»
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social: 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E.: 5120
Gérant: M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef: Jean PERRAudeau
Associés à parts égales:
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

EXCLUSIF... EXCLUSIF...

Des propos mensongers et malveillants étant tenus à l'égard du Parti communiste depuis quelque temps, d'imminents philosophes et hommes de lettres répondent aux questions.

Les origines du communisme ?

QUID : Selon les études de Lewis H. Morgan, reprises par Marx et Engels, la société de classe ne serait apparue qu'au Néolithique et aurait été précédée par une société sans classes, celle du communisme primitif. Ceci remonte à 4000 ans avant Jésus-Christ.

Qu'est-ce que le communisme ?

LAROUSSE : C'est une doctrine politique, économique et sociale tendant à mettre les moyens de production (usines, industries) au service de la population suivant les besoins de chacun et à supprimer les classes sociales.

Jacques MARITAIN : C'est plus profond qu'une doctrine. Disons, par comparaison, que le religieux parfait prie si bien qu'il ignore qu'il prie. Le communisme est si profondément une religion — terrestre — qu'il ignore qu'il est une religion.

Et l'anti-communisme ?

Graham GREENE : C'est une forme de haine. La haine est une défecte de l'imagination.

ROBERT : L'anti-communisme, cette haine, se retrouve principalement dans divers courants politiques. Le capitalisme, le fascisme et le libéralisme.

Albert CAMUS : La haine, comme toute forme de mépris intervenant en politique, prépare et instaure le fascisme.

Martin NIEMOLLER : J'ai vécu cela. Quand les nazis s'en sont pris aux communistes, je me suis tu car je n'étais pas communiste. Quand ils ont emprisonné les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit car je n'étais pas social-démocrate. Quand ce fut le tour des catholiques, je n'ai pas protesté car je n'étais pas catholique ; quand ils sont venus chez moi, il n'y avait plus personne pour protester.

On dit souvent que le communisme n'est pas démocratique ?

PLATON : Le communisme est la logique vivante et agissante de la démocratie.

Jacques MARITAIN : La tragédie des démocraties modernes est qu'elles n'ont pas encore réussi à réaliser la démocratie.

Alfred SAUVY : Le capitalisme ne sait pas agrandir le cadre naturel de l'homme, atténuer les souffrances résultant de tous les changements techniques. Il devra céder place à un dispositif mieux adapté.

Jacques MARITAIN : Toute société humaine implique une certaine œuvre à faire en commun.

Alfred SAUVY : Communauté, communion, commune, communisme, communiquer, tous ces mots de même origine ont pointé tour à tour dans l'Histoire. Le Français est un grand sentimental, épris de justice, ennemi de l'inégalité, votant ou décidant sur des principes, là où d'autres votent sur des choses.

Et pour conclure ?

Alfred SAUVY : La lumière est la forme la plus élevée du communisme, au sens propre du mot.

Disons que c'est la seule et que beaucoup de chemin nous en sépare encore.

PLATON : Philosophe, écrivain, 427/348 avant Jésus-Christ.
Alfred SAUVY : Démographe, économiste. Directeur de l'Institut national d'Etudes Démographiques. Professeur au collège de France.

Jacques MARITAIN : Philosophe, ancien Ambassadeur de France au Vatican.

Albert CAMUS : Ecrivain. Prix Nobel de Littérature.

Graham GREENE : Ecrivain anglais de conviction catholique.

Martin NIEMOLLER : Pasteur. Ancien président des Eglises de Hesse-Nassau, détenu en camp de concentration de 1938 à 1945.

Lewis H. MORGAN : Anthropologue américain, fondateur de l'anthropologie sociale.

Karl MARX : Philosophe et économiste socialiste allemand.

Friedrich ENGELS : Economiste. Théoricien socialiste allemand.

QUID - LAROUSSE - ROBERT : Lexicographes et éditeurs.

GEORGES MARCHAIS A NANTES, le 26 avril

Les communistes de Loire-Atlantique ont décidé d'engager une série d'initiatives afin de s'adresser à la population du département.

Les médias, dont les locaux ne sont pas en reste, accusent les communistes français de tous les maux de la terre. Notons que c'est beaucoup de sollicitude pour un parti qui serait en voie de disparition...

Mais dès lors qu'il s'agit d'informer honnêtement sur les positions et propositions du PCF, nous devons et ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous avons donc pris le parti de ne pas subir et de dire haut et fort ce qu'est notre politique, dans le tourbillon des problèmes et des imprécations anti-communistes.

L'expérience nous enseigne que lorsque nous nous adressons aux gens, ils sont attentifs et prêts bien souvent à agir avec nous pour le SMIC à 6500F, des crédits pour l'école, contre la hausse des loyers... Même s'ils ne partagent pas toutes nos idées, ils trouvent que trop c'est trop et perçoivent mieux les buts gouvernementaux au travers de cet odieux déchaînement anti-communiste : occulter leurs problèmes quotidiens, la montée de la contestation de la politique du pouvoir et accrédi-ter l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative politique possible.

Le gouvernement avait cru mettre à profit les événements de l'Est pour, à la faveur d'une violente campagne contre notre parti, porter "en douceur" de nouveaux coups aux acquis sociaux et démocratiques de notre peuple. Il fait l'expérience que ce n'est pas si simple.

Des luttes se développent et se multiplient, leurs acteurs sont issus aussi de couches qui n'ont pas pour habitude de manifester. Mais aujourd'hui la politique du capital est mise en œuvre de manière accélérée, cohérente et brutale par le pouvoir socialiste et atteint des millions de familles déjà touchées par des années d'austérité.

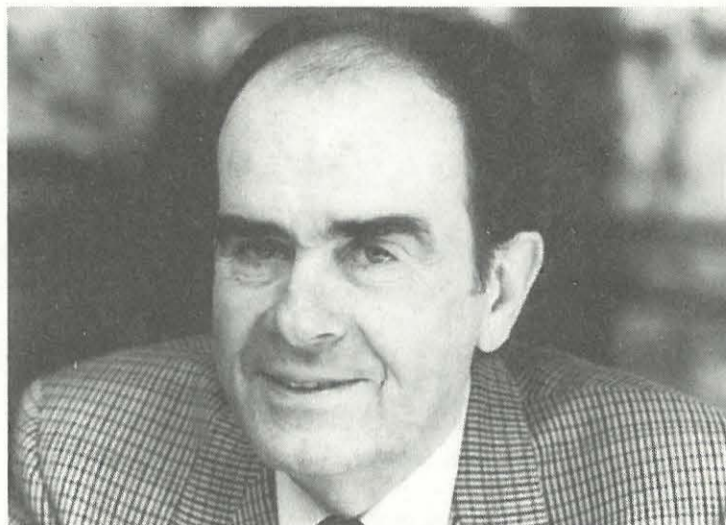
Les communistes ont donc, devant eux, un chantier immense à investir, pour rassembler et déployer toute leur démarche politique. Nous nous y employons.

Un moment fort de ce chantier sera le meeting du 26 avril à Nantes avec Georges Marchais, au palais des Sports de Beaulieu.

D'ici là, dans chacune de nos rencontres avec les salariés de Loire-Atlantique, nous diffuserons la vignette du meeting pour bâtir ce grand rassemblement de lutte avec le secrétaire général du PCF.

Que nos adversaires ne se réjouissent pas trop vite, le PCF a de l'avenir. Il n'est pas déraciné, il est à l'offensive et n'a rien du parti sclérosé, stalinien, nostalgique sans prise sur les événements et bouleversements de notre période que certains décrivent.

Nous le prouverons une nouvelle fois le 26 avril.



Supercinq Envie de toi, Tout de suite!



Reprise Argus + 5000^F ou 5000F minimum

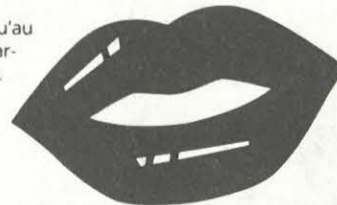
Reprise Argus + 5000F ou 5000F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Crédit 10,6% sur 12 mois*

Crédit au TEG de 10,6% sur 12 mois avec apport minimum de 20% sur toutes les Renault Supercinq. Ex.: montant financé 10 000 F, 1^{re} échéance de 1001,95 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit : 10 703,40 F. Crédit au TEG de 12,9% sur 24 mois, 14,6% sur 36 mois, 15,6% sur 48 mois.

Ces 2 offres, valables jusqu'au 28/02/90, sont réservées aux particuliers et concernent les V.P. neufs.

* Sous réserve d'acceptation par la DIAC - RCS Nanterre B 702 002 221.



RENAULT Saint-Nazaire ☎ 40.70.35.07
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE VOIE EXPRESS PORNICHEZ - SAINT-NAZAIRE

JUSQU'AU 28 FEVRIER CHEZ RENAULT

FEMMES

Ensemble pour l'égalité

La célébration du 8 mars est toujours d'actualité, car beaucoup reste à gagner pour parvenir au respect des droits essentiels des femmes et à leur égalité.

Certes, depuis 1910, grâce à leur intervention, la vie des femmes s'est beaucoup modifiée. Elles ont acquis le droit de vote, le droit au travail, le droit de maîtriser leur vie, leur nombre d'enfants, l'égalité est inscrite dans les lois, mais la réalité quotidienne des femmes est toute autre. Comment s'épanouir dans le travail quand on est confronté au chômage, aux petits boulots, à la flexibilité, à la précarité, comment vivre dignement quand on est confronté aux bas salaires. Comment être sereine pour l'avenir de ses enfants quand on connaît les ravages de l'échec scolaire. Comment prendre le temps de vivre quand les charges familiales pèsent majoritairement sur soi? A dix ans de l'an 2000, la vie des femmes est de plus en plus dure. Cette situation elles la doivent aux politiques gouvernementales successives menées depuis des décennies au profit exclusif des intérêts patronaux. Pourtant, les femmes n'abandonneront pas leur volonté d'égalité, de dignité. Elles tiennent une grande place dans le mouvement social qui se développe depuis plusieurs mois.

Par
Gisèle MOREAU,
Membre du Bureau politique du P.C.F.

Leur féminisme se conjugue aujourd'hui avec leur droit au travail à part entière, avec la reconnaissance de leur qualification, l'exigence d'un salaire décent, le respect de leur dignité. Elles veulent faire admettre leur intervention et leur compétence à tous les échelons de la société.

Faire avancer ces exigences, c'est faire grandir le besoin de changement de société, c'est exprimer la volonté de voir mise en œuvre une organisation sociale supérieure s'appuyant sur la justice sociale, l'égalité, la liberté, la démocratie, l'autogestion.

Les femmes peuvent compter sur le Parti communiste pour agir en faveur de ces objectifs. Depuis sa fondation, il s'est retrouvé à leurs côtés dans leurs multiples combats pour une vie meilleure. Aujourd'hui, il est le seul parti à s'opposer à la politique d'austérité et à proposer une politique alternative qui inscrit l'égalité des femmes comme progrès pour toute la société.

Aussi, nous appelons les femmes à faire partout cette année de la Journée Internationale des Femmes une grande journée de lutte et d'espoir, à Paris, Lyon, Marseille et ailleurs, ainsi qu'au Zénith à Paris. Nous leur donnons rendez-vous le 11 mars au Zénith pour exprimer ensemble notre volonté d'égalité, pour défendre l'avenir de nos enfants, notre droit au bonheur.

LES ELUS COMMUNISTES CONTRE LA GRILLE DURAFOUR

Le groupe communiste de St-Nazaire exprime sa totale réprobation face aux mesures gouvernementales concernant la grille des fonctionnaires.

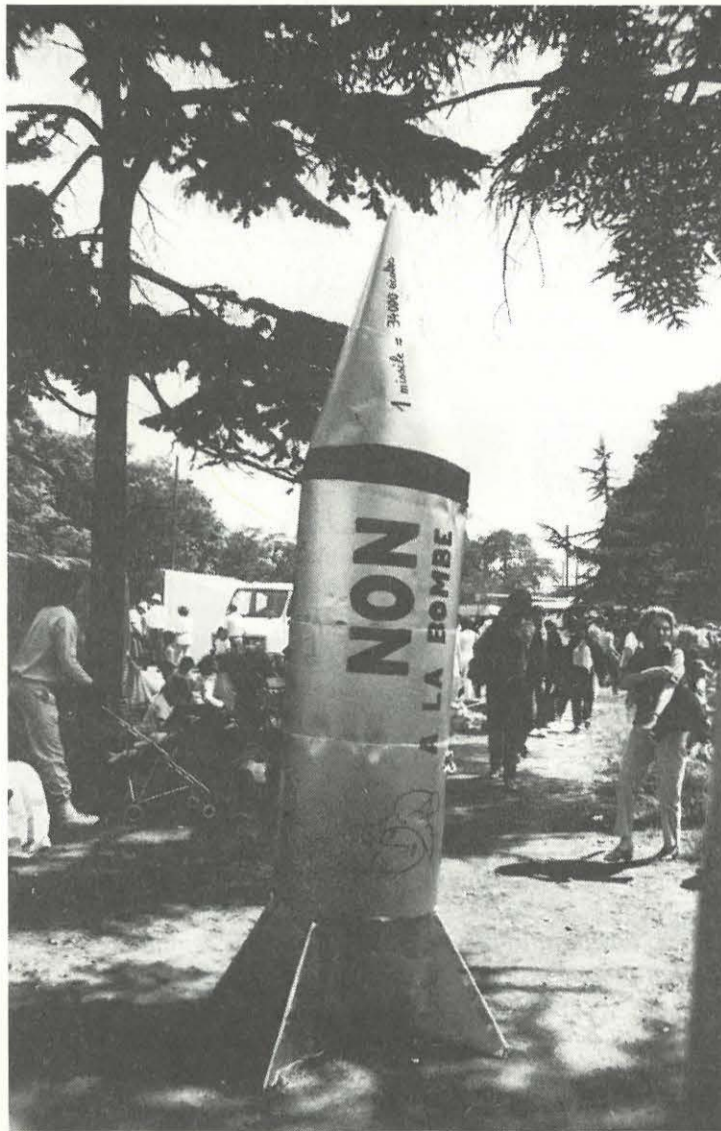
Le statut, certes, a besoin d'être amélioré et modernisé, mais cette rénovation passe par le relèvement d'ensemble des traitements, sur la base d'un minimum de 6 500 F et la reconnaissance des qualifications et compétences professionnelles, comme le demandent les fonctionnaires.

La satisfaction de ces légitimes revendications est, au niveau de chaque commune, un élément supplémentaire pour le renforcement de son autonomie, aujourd'hui gravement privée de moyens.

Les mesures Durafour ten-

dent à réduire encore la qualité des services publics rendus à la population, à diviser les personnels entre eux et, dans la fonction publique territoriale, à mettre en opposition les agents des collectivités locales et les élus.

Les élus communistes de St-Nazaire voient se confirmer la cohérence des dispositions visant à affaiblir l'autonomie des communes, par la remise en cause de leurs moyens, tant humains que financiers, au profit de l'institutionnalisation de regroupements supranationaux sous des formes diverses. Ils récusent cette logique qui va à l'encontre de l'intérêt général et ils soulignent la nécessité de l'action convergente des populations, des personnels de la fonction publique territoriale et des élus.

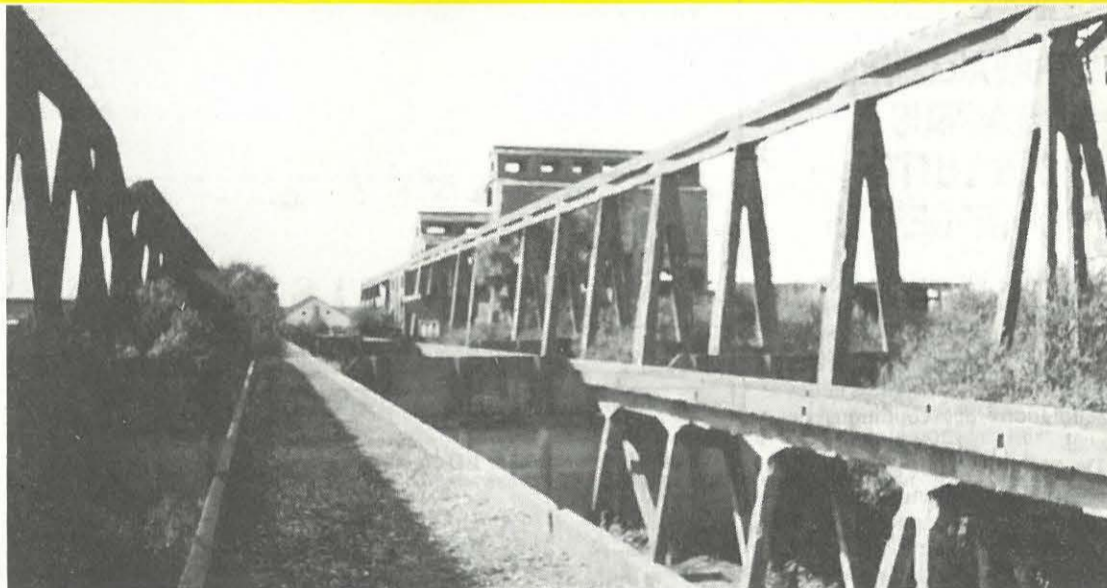


20 MAI, PRÉSENTS POUR LA PAIX

«De nouvelles perspectives s'offrent à notre lutte envers un monde sans armes, sans guerres et sans haine», déclare l'Appel des Cent, incitant à participer à la grande journée du 20 mai pour la Paix. L'Appel des Cent entend «intensifier son action pour l'arrêt des essais nucléaires par voie d'accord international dont la conclusion dépend pour beaucoup du gouvernement de la France. Dans ce domaine aussi il y a des murs de réticence à briser».

Les deux années écoulées ont été fertiles en événements favorables à la paix et au désarmement. C'est l'opinion publique pacifique qui a pesé de tout son poids pour avancer dans la voie du désarmement mais le gouvernement français continue à être réticent en consacrant la part la plus importante de son budget au surarmement. Les pacifistes français doivent donc se faire entendre plus fort encore pour que la vie l'emporte.

LES FORGES DE TRIGNAC VERS UNE NOUVELLE JEUNESSE



Devant le président de la Commission Economique du Conseil Général, M. Le Masne, MM. Guillard et Brasselet, membres de la commission, le président de la S.E.L.A., M. Rive, et les élus de Trignac, Jean-Louis Le Corre a présenté le projet de réhabilitation des Forges de Trignac adopté par le Conseil municipal.

Ce projet, a déclaré le maire, a la volonté de préserver une partie de ce patrimoine industriel, très vivant dans la mémoire de la population trignacaise, et de revitaliser la commune par l'implantation

judicieuse d'une zone industrielle dans ce secteur.

L'architecte, M. Kerzanet, devait à son tour commenter les détails du projet et le phrasage de l'opération.

La première partie qui a été retenue par le Conseil municipal concerne :

— le réaménagement des ruines, par démolition et arasement de toutes les structures non récupérables, conservations et travaux confortatifs ou de remise en valeur pour quelques structures intéressantes, pouvant avoir valeur de signal ;

— la création d'aménagements paysagers dans cette partie centrale ; puis la réalisation de voies de jonction et raccordement aux réseaux.

Le financement est assuré par une participation de 50% du FEDER, d'une subvention de 20% du Conseil général, d'une participation de 500 000 F d'EDF-GDF et 1 681 150 F restant pour la commune. Mais le maire de Trignac va présenter le dossier au Conseil régional et espère bien voir diminuer la part municipale.

WATERMAN ET LES COMMUNISTES

Le groupe des élus communistes de Saint-Herblain, la section herblinoise du Parti Communiste n'a pas répondu à l'invitation pour l'inauguration de l'extension de l'usine Waterman le jeudi 15 février.

Le P.C.F. a été favorable à l'extension de l'usine Waterman

Il a, comme les salariés l'ont revendiqué, demandé que les dizaines d'emplois créés soient des emplois stables.

AIRBUS A HAMBOURG : UNE NOTE SALÉE

Dans une déclaration commune, l'UGICT (cadres CGT) et l'UFICT Métallurgie CGT soulignent que «le transfert de la chaîne d'Airbus A-321 de Toulouse à Hambourg (RFA) ne fera qu'aggraver le déséquilibre d'échange entre les deux pays, avec des menaces sérieuses pour l'emploi dans notre pays». Cette affirmation est partagée implicitement par «la Tribune de l'Expansion» qui écrivait dans son édition d'hier : (après ce transfert) «l'Aérospatiale se trouverait avec à sa charge l'essentiel de la note. Les 75 millions de dollars, plus 37,9% des 100 millions de dollars, soit 113 millions de dollars ou 650 millions de francs. Un peu lourd, ajoute le journal, alors que toute l'opération a été initiée à la demande expresse des Allemands».

TRAVAILLEURS D'AIRBUS : DES LUTTES CONVERGENTES

Novembre 89 : après un mois et demi de grève, les 578 000 ouvriers de Boeing obtiennent des augmentations de salaires, une réduction des heures supplémentaires et des améliorations des conditions de travail.

Depuis le début de l'année 1989, les syndicats britanniques animaient une campagne pour la semaine de 35 heures. Se réclamant en particulier des acquis des travailleurs allemands de 1984. Fin 1989, des réductions de 39 heures à 37 heures étaient déjà obtenues à Tyne, Smith's Industrie, mais la réduction British Aerospace ne cédait pas. En janvier 90, les 1 300 ouvriers de Chester fabriquant les ailes d'Airbus étaient toujours en grève.

La direction d'Airbus, celle de la Snias tentent alors d'opposer les travailleurs allemands et français contre les britanniques.

La CGT seule refuse cette division et apporte sa solidarité aux luttes des britanniques, elle souligne en outre : «au regard des programmes revendicatifs dans plusieurs pays d'Europe travaillant pour Airbus, Allemagne et Espagne notamment, s'affirme de plus en plus une exigence commune de travailler moins tout en garantissant son salaire et en améliorant l'emploi».

DESACCORD a porté sur le **financement par la municipalité**, au niveau de la construction des bâtiments par un système de «location-vente», (rappelons que la somme de 1,1 milliard de centimes représente une augmentation pour 650 employés communaux de 1500F par mois pour une année).

Le patron de Waterman a fait le chantage à l'emploi pour faire payer la municipalité qui s'y est précipitée. C'est inadmissible.

Waterman appartient à la Multinationale Gillette qui a fait, rappellons-le, plus de 13 milliards et demi de centimes de bénéfices de 83 à 87 et 3,39 milliards de centimes de dividendes ont été distribués, dont 800 millions la seule année 88.

WATERMAN POUVAIT PAYER

De plus, Waterman, pour répondre au développement de ses produits, avait intérêt à s'agrandir sur place.

OFFRE D'EMPLOI TOURISME ET LOISIRS

Recherche responsable d'activités pour Centre Familial de vacances situé à FROMENTINES (Vendée), pour juillet et août 1990.

Cette personne sera chargée de coordonner et de diriger une

équipe de 5 animateurs, d'établir des programmes d'activités diversifiées, de rechercher et de proposer aux adhérents des moyens pour découvrir la région (curiosités, nature, richesses artistiques).

Est en contact permanent avec les adhérents, est responsable du matériel, des équipements d'animation et du budget animation.

Contacts: Jean-Claude GUILBAUDEAU - Tél. 40.04.11.49/40.75.91.17.



LOIRE ATLANTIQUE

UNE ENTREPRISE AU SERVICE DES NAZAIRIENS

Madame, Monsieur,

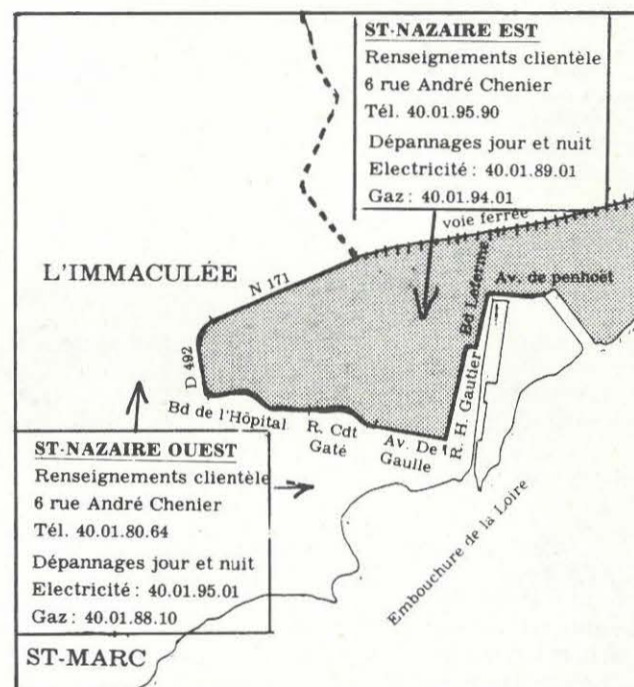
L'amélioration de la qualité du service est ma préoccupation première.

C'est dans ce but, que depuis le 1^{er} janvier 1990, les districts de Saint-Nazaire assurent des services regroupant les deux énergies, gaz et électricité. Selon votre situation géographique dans la ville, vous trouverez sur le plan, le service auquel vous adresser: SAINT-NAZAIRE OUEST ou SAINT-NAZAIRE EST.

Je suis convaincu que les femmes et les hommes qui composent cette nouvelle organisation, mettront tout en œuvre pour vous satisfaire au mieux.

Francis CAILLEAU
Chef de la subdivision de Saint-Nazaire

OÙ VOUS ADRESSER EN FONCTION DE VOTRE LIEU D'HABITATION



DES SERVICES NOUVEAUX

- **L'accueil téléphonique**: un accès plus direct et rapide à votre interlocuteur
- **Des renseignements sur minitel**: 3614 code EGF 44
- **Des informations sur EDF-GDF**
 - La sécurité des usagers,
 - Le relevé des compteurs,
 - LE PAIEMENT BLEU: Mensualisation,
 - L'OPTION BLEU: EJP,
 - Info - Actualités.
- **Des informations commerciales**
 - Le chauffage,
 - La production d'eau chaude,
 - Les Aides Financières,
 - Economie d'énergie et conseils.
- **De connaître la situation de votre compte ou modifier votre abonnement**
 - OPTER pour le paiement simplifié ou la MENSUALISATION,
 - Communiquer le relevé de vos compteurs,
 - Résilier votre abonnement,
 - Mettre en service nos énergies,
 - Construire un branchement,
 - Changer de nom et d'adresse,
 - Déterminer votre tarif électricité ou gaz.
- **De nous transmettre un message**
 - Pour cela indiquer votre référence et votre n° de téléphone.
- **De connaître notre adresse et notre n° de téléphone**
 - Indiquer soit votre référence ou le nom de la commune.

ET TOUJOURS

Le règlement direct de vos factures.

Le paiement mensuel qui vous permet d'étaler vos règlements et d'en fixer vous-même la date.

FINANCES LOCALES - ASPHYXIE PROGRAMMÉE

Les communistes avec leurs élus, de Saint-Joachim et de Saint-Nazaire s'adressent à la population

SAINT-JOACHIM : UN MANQUE A GAGNER DANS LE BUDGET COMMUNAL DE 1 910 000 F

Depuis des années, les finances communales sont mises en cause par la politique gouvernementale.

C.N.R.A.C.L. : le hold-up

En 1987, nous vous avions alertés sur le véritable hold-up que constituait la surcotisation imposée aux communes au titre de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (C.N.R.A.C.L.), pour compenser la ponction opérée par le gouvernement sur les fonds de la Caisse.

A la suite de cette opération, la cotisation des communes qui était jusque-là de 10,4% de la masse salariale brute des personnels titulaires est passée à 15,4% en 1987, à 18,4% en 1988 et à 19,7% en 1989.

Malgré un ralentissement imposé par la protestation des élus et des populations, cette ponction s'aggrave.

● EN 1989, ELLE A COUTE A NOTRE COMMUNE 241 000 F.

D.G.E. : promesse non tenue

La Dotation Globale d'Équipement (D.G.E.) a été créée en 1983 pour subventionner les investissements des communes.

Fixée à 2,6% la première année, elle devait être portée rapidement à 6% puis à 10% des dépenses d'investissement. ELLE EN EST RESTÉE A 2,4%!

● AINSI, EN 1989, POUR DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT VOISINES DE 5 000 000 F, LA COMMUNE A PERDU 375 000 F.

Sous couvert d'harmonisation fiscale européenne, le gouvernement veut aller encore plus loin

D.G.F. : nouveau racket

Chaque année, depuis 1979, pour remplacer les ressources que procurait jusqu'alors aux communes la Taxe Locale, il nous revient une allocation appelée Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) qui constitue une part essentielle de nos ressources (environ 38%).

Or, à travers la loi de Finances qu'il vient d'imposer à l'Assemblée Nationale à coups de 49-3, le gouvernement Rocard a changé le mode de calcul de cette D.G.F. Au lieu de 87 milliards qui devaient revenir à l'ensemble des collectivités locales suivant le mode de calcul jusqu'alors en vigueur, elles ne toucheront que 82 milliards, soit une perte de 5 milliards.

● POUR NOTRE COMMUNE, C'EST UNE PERTE DE 430 000 F A 450 000 F SOIT 10 A 11% DES IMPÔTS LOCAUX!

Faisons le point: 241 000 F (C. N. R. A. C. L.), 375 000 F (D.G.E.), 450 000 F (D.G.F.). La commune se voit ainsi privée en un an de 1 060 000 F (106 millions de centimes) de recettes, somme permettant, par exemple, de financer aux 3/4 un atelier municipal et tout son équipement.

Pour compenser cette perte par le biais des impôts locaux - autre recette essentielle de la commune - il faudrait augmenter ces derniers de 25% au moins.

Mais là ne se limite pas le pillage des finances locales. Y mettre fin suppose également :

EMPRUNTS : un taux usuraire

● En premier lieu, la diminution du taux des emprunts réalisés par les collectivités locales.

Avant la globalisation des emprunts mise en place par Giscard, les emprunts des communes bénéficiaient de taux privilégiés ne dépassant pas 6%, bien que l'inflation fût à cette époque supérieure à 10%.

Aujourd'hui, pour une inflation évaluée à 3,6%, le taux moyen des emprunts est voisin de 10%! En 1989, les collectivités

locales ont emprunté 64 milliards pour réaliser leurs investissements mais ont remboursé 95,7 milliards au titre de la dette. Ce qui signifie que le Capital a puisé 32 milliards de profits dans les budgets locaux.

64 milliards de prêts, 32 milliards de bénéfices : un taux de profit de 50%. Qui dit mieux?

Pour la seule année 89, ramener le taux des emprunts à 6% - donc à un taux encore bien supérieur à celui de l'inflation - aurait abaissé l'annuité payée par la commune de 520 000 F.

T.V.A. non remboursée

● En second lieu, le remboursement de la TVA que la commune paie sur ses dépenses de fonctionnement.

Ce remboursement existe pour les investissements, il doit être étendu au fonctionnement.

En ne considérant que les dépenses de denrées, fournitures, travaux et services - dont beaucoup sont des dépenses sociales - c'est UNE RECETTE DE 330 000 F que cette mesure aurait rapportée au budget communal en 89.

Résumons-nous: 1 060 000 + 520 000 + 330 000 = 1 910 000 F. Ces chiffres n'ont rien de fantaisistes et sont calculés d'après le budget communal accessible à tous.

Ne voilà-t-il pas de quoi apporter de l'oxygène aux finances locales, agir pour l'emploi en favorisant l'investissement tout en desserrant la pression fiscale sur les ménages?

● QUE SOIENT TENUS LES ENGAGEMENTS DE 81 : - transférer 25% des recettes brutes de l'Etat aux collectivités territoriales « pour faire vivre la décentralisation » (on en est toujours à 10%!).

- assurer la progression de la D.G.F. et de la D.G.E.

● QUE Cesse LE PILLAGE DES FINANCES LOCALES soit par l'Etat (C.N.R.A.C.L.) soit par le Capital (taux des emprunts).

Telle est l'exigence des Communistes, telle est l'exigence du groupe des Elus Communistes et Républicains. Et, parce qu'il s'agit directement de ses intérêts, telle doit être aussi l'exigence de la population.



SAINT-NAZAIRE : LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE ET L'EX-MÉCANIQUE "ECONOMISENT" 5 MILLIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE SUR LE DOS DE LA COMMUNE. UNE TAXE D'HABITATION TROP ÉLEVÉE, DES CADEAUX ROYAUX POUR LES GRANDES SOCIÉTÉS

TRANSFERT DE CHARGES

Le transfert de compétences sur les collectivités territoriales effectué depuis 1982 n'a pas été accompagné du transfert de ressources nécessaires. L'Etat a même baissé ses dépenses civiles pour les équipements publics contraignant ainsi les collectivités à accroître leurs dépenses.

IMPÔTS NOUVEAUX

Sous couvert d'intercommunalité le pouvoir pousse au regroupement des communes mettant atteinte à leur autonomie et à la démocratie locale et, dans ce cadre, veut les contraindre à voter des impôts nouveaux.

C.N.R.A.C.L.

L'Etat ponctionne des sommes considérables dans la caisse nationale de retraite des agents des collectivités, obligeant les communes à augmenter leur cotisation (+4,5 milliards par an).

EMPRUNT

Le recours des communes à l'emprunt pour financer les équipements du pays, qu'elles réalisent à 75%, a été transformé en véritable pompe à finances au profit des banques.

D.G.F.

Pour 1990, l'Etat, en modifiant

le mode de calcul des crédits de fonctionnement (D.G.F. - D.S.I. - D.G.D.) versés aux communes, leur fait perdre 5,8 milliards.

TAXE PROFESSIONNELLE

Le gouvernement réserve ses largesses au patronat: 1/3 de la taxe professionnelle est prise en charge par le budget de l'Etat. Profitant d'une législation qui leur est favorable, les Chantiers de l'Atlantique et l'ex-Mécanique utilisent leurs changements de raison sociale pour dévaluer leur patrimoine et priver ainsi la Commune de près de 5 millions de francs de Taxe Professionnelle.

LE PARTI COMMUNISTE, SES ELUS, PROPOSENT UNE AUTRE ORIENTATION DONNANT DE REELS MOYENS FINANCIERS AUX COMMUNES PERMETTANT DE REpondre MIEUX AUX BESOINS DE LA POPULATION, QUE CE SOIT EN MATIERE D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS, D'AIDE SOCIALE... SANS AUGMENTATION DE LA TAXE D'HABITATION.

- Diminution des taux d'emprunt autour de 6% et allègement de la dette par l'utilisation des fonds libres des compagnies d'assurances,

- Remboursement des sommes prélevées dans la caisse de retraite des agents des collectivités locales et retour à un taux de cotisation permettant l'équilibre de la caisse des embauches nécessaires à la qualité du service public,

- Restitution aux communes de la T.V.A. sur toutes les dépenses à caractère social,

- Accroissement des ressources en provenance de l'Etat (fonctionnement et investissements),

- Imposition des capitaux spéculatifs et actifs financiers,

- Plafonner la Taxe d'Habitation à 2% du revenu net imposable des familles.

LE 31 MARS A RENNES

GRAND RASSEMBLEMENT POUR LA PROTECTION SOCIALE

LA FÉDÉRATION DE LOIRE-ATLANTIQUE DU P.C.F. APPELLE A SON SUCCÈS

LA SANTÉ, UN ENJEU CAPITAL

C'est le 31 mars que tous les hommes et femmes qui sont attachés aux grandes conquêtes de la protection sociale prouveront au gouvernement qu'on ne touche pas impunément aux droits acquis.

En France, la Sécurité Sociale mise en place en 1945 a contribué au développement des richesses et du potentiel humain, gravement atteints pendant la guerre. Le patronat a toujours lutté contre la contribution qui lui était imposée. Aujourd'hui c'est le gouvernement qui reprend à son actif les revendications patronales. Ainsi il s'apprête à supprimer le droit à la retraite à 60 ans, il démantèle la Sécurité Sociale, il transforme la santé en un marché soumis à la concurrence et à la rentabilité

public; garantir une retraite décente dès 60 ans et 55 ans pour les femmes; donner aux familles les moyens d'élever correctement leurs enfants; combattre la drogue. Pour cela les moyens existent, notamment en faisant cotiser les revenus financiers au même taux que les revenus du travail, c'est-à-dire 13,6%.

Le samedi 31 mars, la CGT appelle à une grande journée nationale d'action pour défendre la protection sociale et les retraites. La participation de tous est indispensable pour que l'essor des connaissances, des sciences et des techniques puisse être au service de l'épanouissement de chaque être humain et empêche le recul de civilisation que nous promet le gouvernement d'aujourd'hui.

UNE LETTRE DES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES AU MINISTRE CLAUDE EVIN

André Lajoinie, Hélène Luc et Georges Hage dénoncent les menaces sur la protection sociale, formulent des propositions et invitent au rassemblement pour contrer les projets du patronat et du gouvernement

«Monsieur le Ministre,

La décision prise par le gouvernement avec le vote du budget 1990 et confirmée depuis, de ne pas reconduire le financement de la part de l'Etat dans la retraite complémentaire après le 31 mars, pour les 60-65 ans, avalise le refus du gouvernement de s'engager dans le financement futur de la retraite complète à 60 ans pour les salariés totalisant 37,5 annuités de cotisations. Il s'agit d'une décision grave qui conforte le patronat dans sa volonté de

ments médicalisés et de séjour dont elles ont besoin. L'Etat se désengage complètement sur les collectivités locales, voire sur le privé, mais à quel prix pour les familles!

Alors que le chômage, la précarité de l'emploi et la politique de bas salaires pèsent lourdement sur le niveau de la retraite, les salariés actifs ont vu leurs cotisations retraite augmenter alors que la part patronale bénéficiait d'un allègement s'ajoutant à l'ensemble des exonérations

de droit». Dans le même temps les jeunes seraient voués au travail précaire.

Le patronat doit contribuer pleinement au financement de la retraite, ses profits le lui permettent. Il en va de même pour les revenus du capital et financiers qui ne supportent qu'une cotisation insignifiante à ce jour: elle doit être portée, comme pour les salariés, au taux de 13,6%. Quant au point précis du financement de la retraite à 60 ans par les caisses complémentaires, il est simple à résoudre: il suf-



financière. Les prestations de remboursement ne cessent de diminuer, dégageant de plus en plus le terrain aux assurances privées. Les familles payent de plus en plus. La santé scolaire, les PMI et les centres de santé sont asphyxiés. La médecine libérale n'est pas épargnée comme en témoignent les grèves des médecins qui réclament le maintien d'une médecine de qualité pour tous. Alors que l'on clame partout que les jeunes doivent être diplômés pour réussir, ceux-là, futurs médecins bardés de diplômes disent leur angoisse de l'avenir. Les appétits du profit transforment le secteur public de l'hôpital en aggravant la soumission aux capitaux privés. Pour combattre cette politique, il faut: vaincre la pauvreté, l'exclusion et le chômage; assurer à tous l'égalité d'accès aux soins; défendre et rénover l'hôpital

RETRAITES! PAS DE QUOI S'ÉCLATER!

Un million de personnes n'avaient que 1300 F par mois pour vivre en 1988. Le financement de retraites correctes est pourtant possible.

Plus de 4 millions de travailleurs salariés ayant cessé leur activité ne perçoivent pas plus de 3900 F de retraite par mois. Parmi eux, un quart, soit plus d'un million de personnes, ne bénéficient que d'une pension de 1300 F par mois. Ce qui se traduit, faute d'autres revenus, par des conditions de misère. La retraite par capitalisation est suggérée sinon imposée avec les différents plans. Or, seuls ceux qui peuvent épargner suffisamment auraient une retraite convenable, mais les revenus les plus modestes n'auraient pas cette possibilité.

Il est possible de verser une retraite minimum équivalent à 80% du SMIC, d'augmenter les pensions pour peu que l'Etat accepte de taxer les revenus financiers au même niveau que ceux du travail.

liquider le droit à la retraite à 60 ans.

(...) La désindexation de l'évolution des pensions par rapport aux salaires a privé les retraités de 215 milliards de francs en sept ans, soit l'équivalent d'une année de pension.

Le pouvoir d'achat des retraités a perdu 10% en cinq ans et une étude récente révèle qu'un million de retraités touchent moins de 1300 F par mois et plus de la moitié moins de 3900 F. Et c'est à ces retraités que l'on voudrait faire croire que les banques peuvent les aider à se payer une deuxième retraite. Quelle escroquerie!

De nouvelles cotisations ont été prélevées sur les retraités alors que, dans le même temps, l'accès aux soins était limité. Les personnes très âgées ont de moins en moins accès aux établisse-

mentaux qui lui ont été octroyés.

De la même façon, la décision imposée par le patronat de transférer 5 milliards de francs de la caisse des ASSÉDIC aux caisses de retraites complémentaires, revient à faire supporter le coût de la retraite aux chômeurs alors que plus d'un sur deux ne perçoit déjà aucune indemnité.

(...) Dans l'optique du X^e Plan, les salariés devraient travailler plus longtemps, pour obtenir un nombre d'annuités requises plus important. Le montant de leur retraite serait calculé non plus sur les dix meilleures années mais sur vingt-cinq ans. Voilà donc la perspective qu'avancent gouvernement et patronat: obligation pour les salariés de travailler après 65 ans, alors que dans la pratique on les licencie avant 60 ans, pour en faire des «chômeurs de fin

fit que l'Etat et le patronat prolongent au-delà du 31 mars leurs engagements financiers.

Les parlementaires communistes, avec leur parti, vont donc s'attacher à mettre à profit les jours et les semaines qui viennent pour contribuer à rassembler toutes celles et tous ceux qui, chaque jour plus nombreux, s'inquiètent légitimement pour leur avenir et qui luttent pour un haut niveau de protection sociale, une véritable retraite à taux plein avec un pouvoir d'achat revalorisé, dès 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et faire en sorte qu'il n'y ait pas de pension inférieure à 80% du SMIC.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

André LAJOINIE,
Hélène LUC,
Georges HAGE.